Faire réussir la France : les propositions du Mouvement des entreprises de France pour la présidentielle 2022

Publié le 24 janvier 2022

A moins de 3 mois du premier tour de l'élection présidentielle, le Mouvement des entreprises de France a présenté ce matin lors d'une conférence de presse les propositions des entreprises à l'attention des candidats.

Télécharger les propositions du Mouvement des entreprises de France au format PDF

Notre méthode

Depuis le mois d'octobre, des forums régionaux réunissant des chefs d'entreprises adhérents du Mouvement des entreprises de France se sont tenus dans tous les territoires. Ils ont permis de faire remonter les attentes et les idées.

Notre constat

L'image des entreprises n'a jamais été aussi bonne aux yeux des Français. (82 %, +12 depuis 2017 source Ifop). Les Français ont de fortes attentes à l'égard des entreprises. L'élection présidentielle devrait être LE MOMENT pour les candidats de dire aux Français ce qu'ils comptent faire pour favoriser l'entreprise : Quel environnement économique et social comptent-ils promouvoir pour donner aux entreprises toute leur place et favoriser leur développement ?

Notre conviction

La France a besoin d'une croissance forte et responsable, seule capable de soutenir le pouvoir d'achat, rendre possible la transition écologique et financer notre modèle social.

Les défis à relever

- Une **nouvelle mondialisation** qui implique de repenser notre place dans le monde et le cadre des échanges
- Les **transitions, numériques et climatiques**, qui supposent des investissements massifs et de nombreux paris technologiques
- Des investissements qui ne peuvent être financés que par des gains de **compétitivité**, c'est-à-dire la baisse de prélèvements obligatoires et la politique de l'offre
- **Produire en France** : le déficit de notre commerce extérieur depuis 30 ans en est le symbole absolu. C'est un défi de long terme
- La montée en **compétences** de l'ensemble de la population est indispensable dans l'économie de la connaissance. C'est le talon d'Achille de l'économie française

Veuillez trouver ci-dessous le détail des propositions du Mouvement des entreprises de France

Dépenses publiques

- Créer une taxonomie de la dépense publique
- Créer un comité de pilotage comprenant des chefs d'entreprise et définir des indicateurs de performance comparés de l'efficacité de l'administration
- Accélérer la numérisation de l'Etat
- Repenser la commande publique comme un outil de souveraineté : création du « *buy european act* »

Fiscalité

- Ramener les impôts de production à leur moyenne européenne (-35 mds€ en 5 ans)
- Instaurer la taxe carbone aux frontières, en évitant les contournements
- Soutien à l'impôt minimum (OCDE) et à une fiscalité juste des GAFAM
- Créer un pacte Dutreil allongé (10 ans) pour préserver les PME/ETI familiales

Emploi / travail

- Porter le nombre d'alternants à 2 millions d'ici la fin de la mandature (contre 1,4 M aujourd'hui)
- Régionaliser Pôle Emploi dans une logique de contractualisation par objectifs (modèle SNCF)
- Parachever les ordonnances de 2017, en élargissant le champ des négociations possibles
- Faciliter l'utilisation des forfaits jours, développer, monétiser, défiscaliser les CET

Formation / compétences

- Réintroduire massivement l'enseignement mathématique, scientifique et technologique, augmenter de 30 % en 5 ans le nombre d'ingénieurs diplômés
- Rapprocher l'enseignement et les entreprises
- Instaurer une co-décision sur le CPF, pour l'orienter vers les compétences attendues sur le marché du travail
- Reformer le dispositif des transitions professionnelles

Environnement

- Décarboner le mix énergétique en relançant la production d'électricité nucléaire et refonder le marché européen de l'électricité
- Évaluer systématiquement et scientifiquement le coût de la tonne de carbone évitée pour chaque politique écologique

- Inciter financièrement toutes les entreprises à mesurer leur impact environnemental
- Développer le score carbone pour éduquer le consommateur
- Ne pas imposer de calendriers non-compatibles avec l’état de la technologie

Partage de la valeur

- Pérenniser la prime PEPA pour les entreprises de moins de 50 salariés
- Développer l’actionnariat salarié en défiscalisant les actions gratuites pour les entreprises de taille moyenne

Régimes sociaux

- Relever l’âge de départ en retraite à 65 ans (à raison de 3 mois par an)
- Supprimer les régimes spéciaux et créer trois grands régimes (salariés, fonctionnaires, indépendants)

Territoires

- Permettre une meilleure mobilité des salariés : politique villes moyennes, aides à la mobilité
- Développer l’offre de logements pour atteindre 500 000 logements par an

Souveraineté

- Enlever de la taxonomie sociale les entreprises de la défense
- Conditionner les nouveaux accords commerciaux au respect des accords de Paris
- Renforcer le rôle de l’Euro pour en faire une monnaie des règlements internationaux
- Créer un service de renseignements économiques et un Conseil National de l’Export Privé Public…